

## France-Afrique : des Anciens aux Modernes

Entretien avec Yves Gounin, Conseiller d'Etat, ancien conseiller juridique du Président de la République du Sénégal (24 janvier 2011)

*Comment définiriez-vous la politique africaine française depuis 2007 ? Quelles en sont les grandes lignes ?*

Depuis les indépendances, la politique africaine de la France oscille entre deux caps. Le premier, celui des Anciens, entend conserver à l'Afrique – et plus particulièrement aux anciennes colonies françaises – une place spécifique. C'est en son nom qu'a été créé et qu'a existé pendant près de quarante ans un ministère autonome de la Coopération. Cette politique a des arguments à faire valoir. L'histoire d'abord ; la langue ensuite ; les intérêts économiques enfin, qui furent longtemps très forts de part et d'autre. Le second, celui des Modernes, prône au contraire une normalisation de la relation franco-africaine. Il n'y a pas de raison, disent les Modernes, de traiter le Mali ou le Gabon différemment d'Haïti ou du Kenya. Notre politique de coopération, soutiennent-ils, a des relents de paternalisme, de colonialisme. Il faut rompre avec cette relation malsaine.

*Cette rupture a-t-elle eu lieu avec Nicolas Sarkozy ?*

Il y a en effet avec Nicolas Sarkozy une annonce de rupture, qui tarde à se concrétiser dans les faits.

Le discours de Cotonou du 19 mai 2006 est un discours de rupture – même s'il s'agit d'un thème éculé de la relation franco-africaine, toujours promise, jamais mise en œuvre. Le journal *Libération*, qu'on ne saurait suspecter de sarkozysme, l'analyse comme signifiant la volonté du candidat Sarkozy de « nettoyer la Françafrique ».

Il contient des paroles fortes : « *Il nous faut débarrasser [la relation franco-africaine] des réseaux d'un autre temps, des émissaires officieux qui n'ont d'autre mandat que celui qu'ils s'inventent. Le fonctionnement normal des institutions politiques et diplomatiques doit prévaloir sur les circuits officieux qui ont fait tant de mal par le passé. Il faut définitivement tourner la page des complaisances, des secrets et des ambiguïtés* ».

Cependant, il y a loin de la coupe aux lèvres. Certes, les premiers actes du président Sarkozy s'inscrivent dans la continuité du discours de Cotonou. Un ministre moderniste est nommé rue Monsieur, qui clame haut et fort que Cotonou constituera sa feuille de route. La cellule africaine de l'Élysée disparaît – ou, pour être plus précis, passe sous l'autorité du conseiller diplomatique du président, ce qui signe sa normalisation.

Mais tout se gâte vite : le discours de Dakar, qu'on critique souvent sans l'avoir lu mais qui hypothèque durablement la politique sarkozyste, l'éviction de Jean-Marie Bockel en mars 2008 et celle de Bruno Joubert en septembre 2009.

*Quelle est l'attitude personnelle de Nicolas Sarkozy à l'égard de l'Afrique ?*

Nicolas Sarkozy n'a pas la relation qu'avaient ses prédécesseurs à l'Afrique. Qu'on s'en félicite ou qu'on le déplore, Charles de Gaulle, Georges Pompidou, Valéry Giscard d'Estaing, François Mitterrand, Jacques Chirac avaient tous, chacun à leur façon une relation empathique à l'Afrique. Ils connaissaient intimement ce continent où ils avaient des contacts nombreux et personnalisés (qu'on pense à l'amitié qui unissait Pompidou à Senghor ou Chirac à Diouf). Rien de tel avec Sarkozy qui ne connaît pas l'Afrique et qui ne s'y intéresse guère. Cela ne veut pas dire qu'il ne fasse pas le job : Nicolas Sarkozy s'est déjà rendu six fois sur le continent alors que les déplacements des dirigeants politiques américain, chinois, russe, britannique ou allemand se comptent sur les doigts d'une main sur la même période.

Mais cela veut dire que la politique africaine de la France est beaucoup moins personnalisée sous Sarkozy qu'elle ne l'était sous ses prédécesseurs. Elle ne se décide plus dans le bureau du Président.

*Où se décide la politique africaine de la France alors ?*

C'est là que notre histoire devient intéressante et un brin sulfureuse.

Pour des motifs assez compliqués, la politique africaine de la France est aujourd'hui de la responsabilité de Claude Guéant, le secrétaire général de la Présidence de la République. Il s'est emparé du dossier pendant la campagne présidentielle. Il ne l'a plus lâché. Et il est intéressant de constater que Claude Guéant, comme jadis Jacques Foccart, réunit entre ses mains les deux mêmes leviers : la police (Guéant est un préfet qui dirigea la Police nationale) et l'Afrique.

*Alors Guéant est-il un nouveau Foccart ?*

Ce serait un raccourci trop simple.

Certes, je viens de le dire, Claude Guéant est un homme influent – certains ont dit de lui qu'il était « l'homme le plus puissant de France », l'autre l'ont qualifié de « vice-roi » – qui a la haute main sur les questions africaines. Mais, à la différence de Jacques Foccart il ne consacre à l'Afrique qu'une part infinitésimale de son emploi du temps surchargé. Et il n'a pas autour de lui beaucoup de bras pour s'en occuper. Là où le Secrétariat général aux affaires malgaches (SGAM) que dirigeait Foccart dans les années 60 disposait d'une centaine d'agents, Claude Guéant n'a personne, sinon quelques visiteurs du soir du type de Robert Bourgi.

*Vous minez donc le rôle de Claude Guéant ?*

Ce n'est pas le rôle de Claude Guéant que je mine. Mais celui de la France dans la gestion des affaires africaines.

On imagine la France comme un marionnettiste omnipotent qui tire les ficelles, qui fait et défait les gouvernements. Ce fut peut-être le cas jadis, au temps de Foccart et de ses fameux réseaux. C'était le temps de la guerre au Biafra, de l'opération Barracuda à Bangui, des barbouzeries de Bob Denard aux Comores. Mais les temps ont changé. La France n'a plus la capacité et, à supposer qu'elle l'ait, n'a plus la volonté d'intervenir en Afrique. Regardez les coups d'Etat que l'Afrique de l'Ouest a connus ces dernières années : en Mauritanie, en Guinée, en Guinée Bissau, au Niger sans parler de la Côte d'Ivoire (je cite volontairement des situations très différentes et des pays où l'influence de la France est très disparate) : vous y chercherez en vain la main de la France

Le temps n'est plus où la France « avec cinq cent hommes [pouvait y] changer le cours de l'Histoire »<sup>1</sup>. C'est ce que je dis à mes interlocuteurs africains qui m'interpellent et me reprochent l'ingérence inadmissible de la France dans les affaires intérieures africaines. A mon sens, c'est moins d'un excès d'attention que l'Afrique devrait se plaindre de la part de la France mais bien d'un désintérêt croissant.

*L'eupéanisation croissante de la politique africaine de la France est-elle la cause ou la conséquence de ce désintérêt croissant de la France ?*

Disons les choses sans détour : pendant longtemps la France a vu dans l'eupéanisation le moyen de faire supporter par ses partenaires une partie du coût d'une politique africaine qu'elle entendait évidemment continuer à diriger. L'histoire des premières années de la DG8, la direction de la Commission européenne en charge du développement, est caractéristique à cet égard : les Français y étaient omnipotents et les Allemands et les Néerlandais n'avaient pas leur mot à dire.

Mais il ne fallait pas être grand clerc pour prévoir que progressivement, ces institutions allaient s'autonomiser. Les années passant – l'entrée du Royaume-Uni constitua une étape déterminante – la Communauté économique européenne (CEE) cessera d'être seulement un amplificateur de puissance. Elle développera son agenda propre. Il faudra par exemple accepter à Lomé en 1975 que le champ de la coopération s'élargisse aux pays ACP (Afrique Caraïbes Pacifique)

*Les agendas de la France et de l'Union européenne divergent donc de plus en plus. Qu'en est-il des autres acteurs internationaux en Afrique ? On parle beaucoup de la Chine.*

Oui, la Chine a fait une entrée remarquée sur la scène africaine. On ne peut plus parler de l'Afrique aujourd'hui à Paris sans évoquer la Chine, la *Chinafrique*. Pour autant ce concept me semble erroné. Il méconnaît ce qu'était la Françafrique ; il méconnaît ce qu'est la politique chinoise en Afrique.

Quand on parle de la *Chinafrique*, on imagine une réunion à la nuit tombée dans une salle enfumée de la Cité interdite de quelques hiérarques communistes qui forgent une stratégie mystérieuse et compliquée pour mettre la main sur les ressources naturelles de l'Afrique. Or, les sinologues – qui hélas sont peu nombreux à s'intéresser à la *Chinafrique* – peinent à trouver les traces d'une telle stratégie. Il faut renverser la perspective et étudier la politique chinoise en Afrique non pas vue d'Afrique – où certes l'apparition de ce nouvel acteur frappe – mais vue de Pékin – où l'Afrique apparaît alors comme un partenaire périphérique et très marginal.

Il faut aussi – mais c'est le risque qui guette d'ailleurs tout discours indifférencié sur « l'Afrique » – distinguer selon qu'on se situe au Soudan ou en Zambie (pays dans lesquels la Chine a des intérêts spécifiques) ou au Mali ou au Sénégal (où elle n'en a guère).

Enfin, je crois que l'engouement qui entoure la percée chinoise en Afrique fera long feu. Je suis prêt à parier que la Chine connaîtra des lendemains qui déchantent : on en voit déjà la trace dans les mines zambiennes où les travailleurs africains font grève contre les conditions de travail que leur imposent leur employeur chinois ou en Afrique de l'Ouest où les petits commerçants manifestent contre le dumping des produits chinois bon marché.

*En tout état de cause, la Chine est-elle une menace pour la France ?*

Je ne le pense pas. Même si vous me reprocherez peut-être mon hypocrisie, je vous réponds de bonne foi. Le temps n'est plus où la France considérait l'Afrique comme son pré carré. C'est une grille d'analyse qu'on utilise très fréquemment : la France recroquevillée sur ses anciennes colonies comme on défend jalousement une chasse gardée, méfiante des Américains hier, des Chinois aujourd'hui, des Indiens ou des Brésiliens peut-être demain.

La France passe son temps – avec un succès au demeurant mitigé – à lancer des appels à la communauté internationale pour se mobiliser pour l'Afrique. C'est d'ailleurs un rôle pour lequel elle reçoit bien peu de reconnaissance en Afrique. Sans la France, sans Jacques Chirac notamment, qui s'en fit l'avocat inlassable au long d'innombrables G7, d'innombrables conseils européens, on aurait beaucoup moins parlé de l'Afrique dans les rencontres internationales.

La France ne peut pas simultanément appeler les Etats à s'intéresser à l'Afrique et s'insurger de l'intérêt croissant que l'Afrique suscite, notamment chez les BRIC.

<sup>1</sup> On doit cette phrase, souvent citée, à Louis de Guiringaud, le ministre des affaires étrangères de Valéry Giscard d'Estaing, commentant dans *L'Express* du 15 décembre 1979 l'opération Barracuda qui avait déposé l'empereur Bokassa et ramené au pouvoir l'ancien président Dacko.

*Mais alors, pourquoi commémorer les indépendances ? N'avez-vous pas été choqué par le défilé du 14-juillet ?*

La question spécifique de la liste des invités au 14-juillet – sur laquelle croyez-moi le protocole en liaison avec les services compétents du Quai d'Orsay, de la Défense et de la Présidence de la République s'était penché de très près – est un mauvais procès fait à la France

La question pertinente se pose en amont. Fallait-il commémorer les indépendances ?

Cette commémoration a été lourde de sous-entendus, voire de malentendus. Que commémore-t-on ? La fin de la présence française – ce qui est bizarre pour ne pas dire masochiste quand on est celui qui s'est fait mettre à la porte ? Ou cherche-t-on à vanter les mérites, voire à souligner les « aspects positifs de la colonisation » au risque de rouvrir le débat houleux de 2005 ?

Ce qui me gêne dans cette commémoration, c'est qu'elle n'ait pas été initiée par les Africains eux-mêmes, que l'idée ne soit pas venue d'eux. S'ils étaient venus nous voir en nous disant : « Nous avons envie d'organiser avec vous des célébrations », cette commémoration m'aurait semblé plus saine que celle qui a été concoctée quasi-unilatéralement par l'ancienne puissance coloniale.

*Autour de cette commémoration a-t-on vu se rejouer ce combat entre les Anciens et les Modernes qui structure votre analyse de la politique africaine de la France ?*

C'est vrai que le cinquantenaire a été plutôt une affaire d'Anciens.

Attention à l'usage manichéen de ce concept – que j'ai emprunté à Daniel Bourmaud. Je n'oppose pas les méchants Anciens qui veulent conserver l'Afrique dans du formol aux gentils Modernes qui entendent normaliser notre relation. Je reconnais aux Anciens certaines qualités, aux Modernes certains défauts.

*Lesquels par exemple ?*

Les Anciens disent et répètent qu'ils aiment l'Afrique. Ils critiquent les Modernes pour ne pas l'aimer assez. Personnellement, cette empathie pour l'Afrique m'horripile. Depuis quand faut-il « aimer » un continent, un pays, pour y travailler ou pour l'étudier. Les diplomates qui travaillent au Japon ou les chercheurs qui l'étudient clament-ils leur « amour » pour ce pays ?

Ceci étant, je dois reconnaître, pour horripilant qu'il soit, que ces sentiments, cet amour sincère pour l'Afrique n'ont pas que des aspects négatifs. Les Modernes ont avec l'Afrique une relation parfois distante, désincarnée. Les Africains sont les premiers à le déplorer.

*Qu'ils soient Anciens ou Modernes, les Français en Afrique sont guidés par des intérêts. De quel ordre sont-ils ?*

Ah ! Les intérêts de la France ! On nous rabâche les oreilles avec ces intérêts.

Oui, la France a eu des intérêts en Afrique. Des intérêts militaires : n'oubliez pas que la France libre s'est reconstituée en AEF (Afrique Equatoriale Française). Des intérêts économiques : dans les années 30, la France faisait un quart de son commerce extérieur avec ses colonies. Des intérêts linguistiques et culturels : la Francophonie (dont on oublie que sa traduction institutionnelle fut moins instituée par la France que par le Niger de Diouri, le Sénégal de Diouf et la Tunisie de Bourguiba). Des intérêts politiques : cette idée, si prégnante, que la France ne serait plus une grande puissance sans l'Afrique.

Mais, à bien y regarder, ces intérêts existent-ils encore ?

L'histoire ? Plus les années passeront, plus le poids de l'histoire coloniale disparaîtra. En 2010, on commémore les 50 ans de l'indépendance, mais aussi le centenaire de l'AEF (fondée en 1910). Plus les années passeront, plus le souvenir de ce passé commun s'évanouira.

L'économie ? L'Afrique ne représente plus que 1 % du commerce extérieur français. Et même dans le domaine énergétique, la carte des fournisseurs pétroliers de la France ignore les frontières du pré carré (le Gabon est largement devancé par l'Angola, par la Guinée équatoriale, par le Nigeria)

La politique ? A supposer que ce temps ait jamais existé (on oublie un peu vite que dès 1961, les nouveaux Etats indépendants d'Afrique ont voté contre la France à l'ONU, et avec les non-alignés, après le « coup de Bizerte »), le temps n'est plus où la France pouvait compter sur le soutien inconditionnel de ses soi-disant alliés africains. Pour peser dans les affaires du monde, l'Europe s'avère être sinon un amplificateur de puissance du moins une caisse de résonance autrement plus efficace.

*Vous dites que la France n'a plus d'intérêts en Afrique. Pourtant la Françafrique n'a-t-elle pas encore de beaux jours devant elle ?*

Attention, la Françafrique existe. Je ne le conteste pas. Mais elle a changé. Antoine Glaser et Stephen Smith l'ont fort bien montré dans le second tome de Ces Messieurs Afrique qui peut se résumer en quatre mots : « la Françafrique s'est privatisée ». Elle n'est plus au cœur de l'Etat comme elle le fut au temps glorieux - mais révolu - du foccartisme. Désormais, quelques affairistes sans foi ni loi continuent à faire du business plus ou moins louche en Afrique. Patrick Besson en donne une représentation excellente, et d'ailleurs assez démythifiée, dans son excellent livre Mais le fleuve tuera l'homme blanc (Albin Michel, 2009) dont je vous recommande chaleureusement la lecture.

Les manœuvres pitoyables de ces quelques zozos vieillissants ne doivent pas jeter une ombre sur l'action de tous les autres Français, ces diplomates, ces coopérants, ces entrepreneurs qui ne vivent plus dans le même monde que celui de nos

pères ou de nos arrières grands-pères.

*Vous mettez l'accent sur une période de transition générationnelle. Quelle conséquence celle-ci a-t-elle pour l'analyse des relations franco-africaines ?*

Les Anciens sont en général plus vieux, autodidactes, ils ont quarante ans d'Afrique derrière eux. Ils ont une grande expérience mais elle est centrée sur l'ancienne Afrique française. C'est un petit village qui se retrouve, se reproduit, porte des anecdotes similaires. Les Modernes alternent eux entre l'Europe et l'Afrique pour les besoins de leur carrière.

Aujourd'hui encore ce combat entre Anciens et Modernes existe, mais c'est un combat d'arrière-garde. On joue à se faire peur en voyant dans Robert Bourgi le spectre menaçant de Jacques Foccart. D'ailleurs Robert Bourgi lui-même est très lucide sur ce point. Le foccartisme jette ses derniers feux, la volonté de spécificité des relations disparaît.

*Beaucoup de préjugés demeurent en France au sujet de l'Afrique. La France n'est-elle pas à cours d'imagination pour ses discours et pour répondre aux défis africains ?*

Oui, l'image de l'Afrique en France est caricaturale, on la voit arriérée et guerrière. Un mémoire de DEA que je cite dans l'introduction de mon livre montrait que l'image de l'Afrique à la télévision se réduisait à des documentaires animaliers et quelques reportages dramatiques sur les guerres et les autres fléaux qui déciment les populations du continent.

Quand on s'intéresse à l'Afrique – le débat télévisé Sarkozy-Royal l'a illustré jusqu'à la caricature – c'est sous l'angle de l'immigration et de la menace.

Par réaction, on a développé à outrance l'afro-optimisme, pour contrer l'image que les Français auraient de l'Afrique, et nombreux sont donc ceux qui s'égosillent pour vanter les mérites de l'Afrique. L'afro-optimisme est à la mode, par exemple dans les ouvrages de Matthias Leridon ou de Hervé Bourges : pour récuser le regard dévalorisant qui est porté sur l'Afrique, on ressent le besoin d'en vanter les atouts, d'en chanter les louanges. Cette attitude m'exaspère – même si je reconnais qu'on la retrouve parfois dans le débat sur l'Europe ou sur la France. Ce qui me dérange le plus chez elle c'est l'amalgame paresseux qui l'inspire et qui ne distingue pas des contextes politiques et humains, des situations économiques éminemment différentes d'un pays à l'autre. L'ouvrage afro-optimiste de Jean-Michel Sévérino et d'Olivier Rey évite ce chausse-trappes.

*Seriez-vous d'accord pour dire que la France ne comprend plus l'Afrique ?*

C'est sans doute excessif, mais je crains que vous n'ayez raison. Si la France ne comprend plus l'Afrique c'est parce qu'elle s'y intéresse de moins en moins. Il y a trente ou quarante ans, avec le service militaire, nombreux étaient les Français qui allaient, de plus ou moins bon gré, en Afrique faire leur « coopération ». Aujourd'hui, les jeunes ne connaissent plus l'Afrique. Quand on cherche un stage, à 20 ans, on va aux Etats-Unis, en Australie ... mais pas au Malawi, à l'exception de quelques belles âmes.

En revanche, les Africains eux continuent à s'intéresser à la France. Bien sûr cela ne vaut pas partout et pour tous : le Gabon reste plus tourné vers la France que la Tanzanie ou le Mozambique. Et bien sûr aussi, je n'omet pas que les Africains, même ceux des anciennes colonies françaises, ont désormais d'autres partenaires que la France. Le tête-à-tête n'est plus exclusif. Il n'en reste pas moins fortement dissymétrique et déséquilibré.

C'est peut-être là une des clés pour comprendre le malaise persistant qui entoure la politique africaine de la France : il s'agit d'un sujet mineur en France, majeur en Afrique.

*Justement : qu'avez-vous à dire aux Africains de la France ?*

Mon message ... est de ne pas en avoir

J'ai envie de dire aux Africains de cesser d'être obnubilés par la France.

Je suis allé présenter mon ouvrage dans de nombreux pays d'Afrique et j'ai été frappé de l'intérêt qu'il y suscitait. En revanche, je dois vous dire avec humilité que le sujet n'intéresse pas grand monde en France. C'est un élément qui tend à accréditer cette idée de dissymétrie que j'évoquais à l'instant.

En Afrique, la France fascine, attire, révolte aussi parfois. Il y a une relation forte à la France dont on suit l'évolution politique, l'actualité *people*, les résultats sportifs. On nourrit à son égard une relation étrange, faite de fascination et de détestation. Je crois pouvoir parler de schizophrénie tant cette relation revêt des aspects contradictoires.

Les Africains dans la même phrase vont se draper dans les plis vertueux de leur souveraineté outragée pour dénoncer ici l'ingérence de la France, et pousser des cris d'orfraie pour critiquer là son inaction (par exemple au Niger avant la chute du président Tanja). Face à un discours aussi contradictoire, que peut faire la France ?

Propos recueillis par Amandine Gnanguenon et Nicolas Bouchet

